Déclaration du Conseil d'administration d'Attac France

samedi 6 janvier 2007, par Attac France (Date de rédaction antérieure : 16 décembre 2006).

Après une période difficile pour Attac [en France], les élections au Conseil d'Administration (CA) doivent marquer le début de la relance de l'association. Le premier succès est celui de résultats non contestables grâce à des procédures de dépouillement exemplaires, fruit du travail de la commission électorale et de la forte mobilisation militante pour le dépouillement. Un second succès tient au taux de participation record à ces élections, témoignant d'une volonté de voir Attac dotée d'un CA légitime et marquant l'attachement des adhérents à l'association. Ces résultats sont porteurs d'une sérénité retrouvée pour l'avenir de l'association autour des campagnes, des mobilisations et du Manifeste.

La reconstruction d'Attac passe par le retour de l'enthousiasme des militants. Il s'agit de refaire d'Attac un pôle de référence dans les mobilisations et dans les batailles d'idées.

Même s'il reste nécessaire de faire toute la lumière sur la fraude électorale - c'est le rôle de la plainte contre X qui a été déposée -, il est temps pour l'association de retrouver toute la confiance nécessaire à sa relance. Ceci exige de préserver l'unité et de rassembler, à tous les niveaux d'Attac, dans un fonctionnement collégial au-delà des sensibilités et des désaccords qui ont pu se former, afin que le fonctionnement de l'association ne se cristallise pas en tendances.

Dans ce cadre, le mode de fonctionnement de notre association doit correspondre aux valeurs démocratiques que nous portons. La collégialité des décisions doit être la règle à tous les niveaux de l'association.
C'est pourquoi le CA a décidé d'appliquer la résolution votée par les adhérents lors de l'assemblée générale de décembre 2005 de la Roche-sur-Foron et de mettre en place une co-présidence. Le CA a élu Aurélie Trouvé et Jean-Marie Harribey.

A l'unanimité moins trois abstentions le CA a élu les candidats suivants pour le bureau : Verveine Angeli (Union syndicale Solidaires), Geneviève Azam, Christelle Baunez (trésorière), Geneviève Coiffard-Grodoy, Marc Delepouve (FSU), Jean-Marie Harribey, Julien Lusson (AITEC), Wilfried Maurin, Christian Pilichowski (UGICT-CGT), Maël Theulière, Aurélie Trouvé, Frédéric Viale. Tous les membres du CA ont été sollicités pour participer au CA et tous les volontaires ont été élus. D'ores et déjà il est prévu que les élus fonctionnent sur des grandes tâches en groupes de travail élargis à des adhérents hors CA.
Enfin, le délégué général, Jean-Louis Sounes, a été confirmé dans ses fonctions.

La situation financière de l'association reste préoccupante. Une demande d'ouverture de plan de sauvegarde a été déposée le 1er décembre. Le CA invite tous les comités locaux à intensifier la campagne de renouvellement des adhésions et à faire appel à des dons dès le tout début de l'année 2007. Ce moment peut être celui où le contact est renoué avec tous les anciens adhérents et sympathisants, où l'envie peut leur être donnée de s'engager de nouveau à nos côtés et de participer au redressement financier indispensable.

Après l'adoption par le CA précédent de la version « livre » du Manifeste qui sortira début janvier, le CA du 16 décembre en a adopté la version 4 pages. La campagne autour du Manifeste doit permettre à Attac de se faire entendre dans le débat politique en cours. Il s'agit donc de créer les conditions pour que les adhérents et les comités locaux s'en emparent. C'est pourquoi le CA a décidé de l'envoyer à tous les adhérents. Il invite les comités locaux à multiplier les initiatives publiques de débat autour de ce document.

Le CA engage d'ores et déjà la préparation de l'Université d'été et des Chemins de la découverte 2007 qui doivent continuer d'être des lieux d'échanges de savoirs et de savoir-faire et des moments de rencontre féconds entre les adhérents.

Parmi les priorités de campagnes, la préparation du contre-sommet du G8 de juin 2007 constituera un moment fort de la réaffirmation de la première vocation d'Attac : inscrire la lutte contre le néolibéralisme dans sa dimension internationale. De plus, le CA décide de faire de la lutte contre la dernière phase de l'ouverture du marché de l'électricité à la concurrence, qui doit avoir lieu au 1er juillet 2007, une campagne prioritaire. Enfin, un séminaire ouvert, « les mouvements sociaux confrontés à la crise écologique », est organisé par Attac en collaboration avec des partenaires le 24 mars ; il amorcera le lancement de nouvelles campagnes.